

une règle fixe de jugement (1). Aunegild ayant , par la mort d'un premier mari , recouvré sa liberté , avait donné sa main à Frédegisel dont nous venons de parler ; et en cela avait agi non seulement avec le consentement de ses parents , mais encore de son propre consentement et de sa volonté. Elle avait déjà reçu , des mains de son fiancé , la plus grande partie du prix du mariage (2), lorsque , s'abandonnant aux ardeurs de sa passion , elle rompit la foi de la convention , et céda moins aux vœux de Balthamod qu'elle ne retourna à ses habitudes criminelles. Un pareil crime , capable de couvrir de honte une personne libre , ne devait être expié que par l'effusion du sang de la personne coupable ; néanmoins , pour ne pas donner lieu à des débats publics pendant les saints jours (3) , nous avons ordonné qu'Aunegild , flétrie par le jugement de Dieu et des hommes , fût tenue de payer à Frédegisel la composition, c'est-à-dire 300 sous d'or. A notre avis, Balthamod ne méritait pas moins d'être condamné, pour avoir épousé une femme qui avait donné sa foi à un autre homme ; et ce crime appelait sur lui la peine de mort. Cependant, nous nous sommes abstenu de prononcer contre lui la peine de mort , en considération des saints jours où l'on se trouvait alors , à la condition néanmoins qu'il paierait sans retard sa composition, c'est-à-dire 150 sous d'or à Frédegisel ; à moins qu'il ne jurât avec onze co-

(1) La puissance législative étant dans ces temps anciens , chez les Bourguignons , réunie dans la personne du roi avec la puissance judiciaire qui pouvait se déléguer , et le petit nombre de lois existantes étant bien loin de prévoir tous les cas , il paraissait naturel qu'une décision privée , lorsqu'elle était sagement rendue , pût devenir une loi générale , obligatoire pour tous. Mais aujourd'hui que ces deux puissances ont été séparées , et que les juges ne sont plus chargés que d'exécuter les actes de la puissance législative , ils n'ont conservé la faculté de rien décider par forme réglementaire. Cette défense est écrite dans nos codes , art. 5 du code civil ; et cet adage , *les arrêts sont bons pour ceux qui les obtiennent* , a reçu du temps et du législateur la sanction que la force des choses devait amener.

(2) Voyez la note placée sous l'art. 5 du titre 12.

(3) Le temps du Carême qui était un temps d'indulgence , même dans l'ordre civil. Voyez le *Glossaire de Ducange* au mot *quadragesima*.